

Pancrace CIMPAYE  
Rue des Francs 22  
6001 Marcinelle  
[pcimpaye@yahoo.fr](mailto:pcimpaye@yahoo.fr)

Marcinelle, 1<sup>er</sup> mars 2012

**Lettre ouverte à Son Excellence Monsieur  
Pierre NKURUNZIZA,  
Président de la République du Burundi.**

**Objet : Réaction à votre appel de la B.B.C**

**Excellence Monsieur le Président,**

C'est avec une surprise sans bornes que j'ai suivi la teneur de la déclaration que vous venez de faire ce samedi 25 février 2012 à la radio B.B.C. En effet dans votre déclaration de Londres vous soutenez sans ambages qu'il n'y a pas d'exilés politiques burundais à l'étranger ; dans cet ordre d'idée vous enfoncez le clou en affirmant que pour mon cas je suis en Belgique non pas parce que je suis menacé au Burundi mais parce que j'y ai rejoint mon épouse. Au demeurant je serais en Belgique dans un cadre de regroupement familial et non en tant qu'exilé politique. Pourtant j'ai quitté le Burundi en Avril 2010 et mon épouse m'a rejoint en Belgique en Novembre de la même année, soit 7 mois après ; de quelle logique procède ce regroupement familial ?

**Excellence Monsieur le Président,**

Le Tout Puissant vous a placé à la tête du Burundi. Pour ce faire vous êtes une institution prestigieuse et privilégiée, un réceptacle de toutes les informations de la vie nationale. A cet égard je suis étonné que vous ne sachiez pas les mobiles qui ont poussé certains hommes politiques à prendre le large. En ce qui me concerne Mercredi le 31 mars 2010 j'ai reçu une convocation du Procureur en Mairie de Bujumbura, cette convocation avait trait à un article que j'avais publié dans le journal « L'AUBE DE LA DEMOCRATIE » no.130 du 26 mars 2010. L'intitulé de l'article était : « *ASSASSINAT D'ERNEST MANIRUMVA : UNE BOMBE QUI ATTEND LES TENORS DE BUJUMBURA* ». Dans cet article les noms des officiers supérieurs et généraux de l'armée et de la police burundaise impliqués dans cet ignoble assassinat sont cités pour la première fois ! Cette révélation a déchainé une colère inouïe chez les concernés qui ont jusqu'aujourd'hui le droit de vie ou de mort. Signalons à toutes fins utiles que ces officiers intouchables n'ont toujours pas encore comparu malgré l'insistance des activistes de la Société Civile. Pour moi la seule façon de ne pas subir le sort de Manirumva était l'exil. Ainsi j'ai quitté le pays. Une semaine après, le 07 avril 2010 le même Procureur a émis une deuxième convocation, qui n'était qu'un traquenard pour me livrer à ces officiers.

**Excellence Monsieur le Président,**

Aussi vous êtes sans ignorer qu' au Parquet Général , le dossier R.M.P.G 615 concernant l'assassinat du Dr Kassy Manlan a été monté de toute pièce en 2011 contre Maître François Nyamoya, Porte parole du M.S.D et Secrétaire Général en intérim du même parti, qui vient de passer plus de six mois dans la prison centrale de Mpimba, contre Alexis Sinduhije qui a été arrêté à cet effet le 11 janvier 2012 à Dar es Salaam, contre l'ancien Procureur Général Gérard Ngendabanka, contre moi-même et contre l'ancien Président de la République Domitien Ndayizeye. La seule perspective d'emprisonner injustement, pour la deuxième fois, l'ancien





Président de la République Ndayizeye Domitien démontre à la face du monde que la persécution de l'opposition est érigée en mode de gouvernement au Burundi.

**Excellence monsieur le Président,**

Dans ce registre, il sied de rappeler que le Président du CNDD, Monsieur Léonard Nyangoma a échappé de justesse à un traquenard du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens combattants qui avait monté un procès contre ce Président fondateur de la lutte armée qui vous a hissé au sommet de l'Etat. Et à défaut de le capturer, les Services de Renseignement ont arrêté Monsieur William Munyembabazi, Secrétaire Général du CNDD. Celui-ci a été séquestré pendant plus d'un mois dans les sinistres cachots de ces services.

A ce palmarès de la persécution de l'opposition, je ne saurais passer sous silence l'attaque armée de la police qui a été menée contre Monsieur Rwasa Agathon, Président des F.N.L. Face à cette menace celui-ci n'avait pas d'autres choix que de s'exiler. Comme si cela ne suffisait pas une chasse à l'homme contre tout adepte de Rwasa a été déclenchée. Cette situation de terreur a du coup condamné le vice Président des F.N.L, Monsieur Alfred Bagaya à prendre le chemin de l'exil.

Le même rouleau compresseur de l'oppression a poussé à l'exil Madame Pascaline Kampayano, candidate à l'élection présidentielle de l'U.P.D. et Monsieur Abdul Nzeyimana, membre du bureau politique du même parti U.P.D.

Quand vous clamez haut et fort depuis les studios de la B.B.C que la présence au Burundi de Monsieur Léonce Ngendakumana, Président en exercice de l'A.D.C- IKIBIRI est une preuve vivante que l'opposition est tolérée, vous oubliez qu'au lendemain de l'assassinat ignoble de Gatumba, le 18 septembre 2011, la même personnalité a été injustement séquestrée pendant toute une journée par la justice. Ce n'est un secret pour personne qu'il est en liberté à la faveur d'une pression multiforme de la région et de la communauté internationale. Sinon ce jour là il devait rejoindre Hussein Radjabu à la prison de Mpimba. Effectivement Léonce Ngendakumana constitue aujourd'hui la ligne rouge que l'oppression de Bujumbura doit se garder de franchir !

**Excellence Monsieur le Président,**

Je suis pertinemment convaincu que vous êtes au courant de cette triste réalité ! A la B.B.C vous avez sciemment dénaturé la vérité et les faits dans l'unique but de banaliser l'épineuse question des femmes et hommes politiques burundais en exil. Vous avez voulu tourner au ridicule la situation de ces acteurs politiques. En tant qu'institution prestigieuse, ce rôle ne vous convient pas ! Si besoin en était laissez cette besogne à vos collaborateurs. Et pour cause cette opposition que vous méprisez, vous serez appelés un jour ou l'autre à négocier avec elle l'arrêt de l'oppression qui mine le pays. Ménagez- vous donc cette marge de manœuvre ! Dans cette dynamique arrêtez le montage des dossiers judiciaires contre toute voix discordante en général et particulièrement contre l'opposition ; arrêtez les assassinats politiques et les exécutions extrajudiciaires. Vous avez devant vous de nombreux rendez-vous qui vous imposeront la présence de l'opposition et sans elle vous irez droit dans le mur.

Dans l'espoir d'une réaction favorable à la présente lettre ouverte, je vous prie d'agréer, Excellence Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

**T.C.P.I. à**  
**L'A.D.C- IKIBIRI**  
**Le Corps Diplomatique**  
**La B.B.C**  
**La Presse.**

**Panrace CIMPAYE.**

